

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

**Conseil économique et social**

Session de 2017

Distr. générale  
25 octobre 2016  
Français  
Original : anglais

## Documents officiels

**Assemblée générale**  
**Deuxième Commission**  
**8<sup>e</sup> séance**

**Conseil économique et social**  
**Session de 2017**  
**4<sup>e</sup> séance**

**Compte rendu analytique de la réunion conjointe de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 7 octobre 2016, à 10 heures

*Coprésident* : M. Djani (Président de la Deuxième Commission).....(Indonésie)*Coprésident* : M. Shava (Président du Conseil économique et social) ..... (Zimbabwe)**Sommaire**

L'évolution de l'économie politique de la mondialisation : les institutions multilatérales et le Programme 2030

*Déclarations liminaires**Discours liminaire**Table ronde*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-17400X (F)



Merçi de recycler 



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**L'évolution de l'économie politique  
de la mondialisation : les institutions multilatérales  
et le Programme 2030**

*Déclarations liminaires*

1. **M. Shava** (Zimbabwe), Vice-Président, après avoir souhaité la bienvenue à l'orateur principal, M. Thomas Friedman (chroniqueur au New York Times et auteur), à la modératrice, M<sup>me</sup> Pamela Falk (spécialiste des affaires étrangères, Columbia Broadcasting System (CBS) News), et aux intervenants, M<sup>me</sup> Anu Madgavkar (associée, McKinsey Global Institute), M. Michael Plummer (Directeur et professeur d'économie internationale, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University) et M<sup>me</sup> Mariama Williams (Administrateur de programme (hors classe), Global Governance for Development Programme, Centre Sud), dit que suite aux destructions et au désespoir suscités par la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies et son Conseil économique et social ont été créés en partant du principe que la paix mondiale ne peut être durable que si elle s'accompagne d'efforts en vue de promouvoir le développement de tous les peuples à travers le monde. Ayant célébré son soixante-dixième anniversaire, le Conseil a pu constater que la mondialisation pouvait transformer tous les aspects de la vie sur Terre. Toutefois, cette transformation n'a pas profité à tous et un trop grand nombre de personnes ont été contraintes d'affronter seules les forces de la concurrence à l'échelle mondiale. La présente réunion constitue un cadre opportun pour mettre en lumière les politiques qui ne font pas de laissés-pour-compte et pour examiner le rôle que les organismes des Nations Unies et les institutions multilatérales peuvent jouer dans l'élaboration de nouvelles règles et normes de conduite pour un monde meilleur. Soixante-dix ans plus tard, les fondements de cette initiative sont toujours en place. Dans les pays développés et en développement, la population espère pouvoir accéder à l'éducation et à la santé, bénéficier de possibilités d'entreprendre et de contribuer à l'innovation technologique, et vivre une vie meilleure grâce au travail. Le discours politique consistant à proposer des solutions fondées sur les instincts isolationnistes ou tribaux doit donc être modifié. L'évolution du climat, la pauvreté, les conflits

et le terrorisme sont autant de défis redoutables qui ne peuvent être traités par un seul pays. Un recul du multilatéralisme et de la coopération mondiale constituerait une menace pour la paix durable et la prospérité pour tous, un idéal qui ne peut être atteint que par des moyens inclusifs.

2. **M. Djani** (Indonésie), Vice-Président, dit que la mondialisation a été saluée comme étant l'un des principaux moteurs de croissance économique, un vecteur de prospérité mondiale et un catalyseur de développement. Son pays, l'Indonésie, a d'ailleurs enregistré une hausse considérable de la croissance et de l'emploi quand il s'est intégré à l'économie mondiale, et il poursuit ses efforts pour éliminer la pauvreté et pour atteindre les objectifs de développement durable. Toutefois, cette vision positive de la mondialisation est de plus en plus contestée, comme en témoignent les fractures et les obstacles apparus ces dernières années. La crise financière mondiale de 2008 a eu des répercussions sur tous les pays du monde; les inégalités ont atteint des niveaux record; de nombreux pays en développement sont toujours aux prises avec les effets nocifs d'un système mondial qui a bénéficié à quelques puissants; les questions des migrations et des réfugiés ont soulevé de nouveaux problèmes et déstabilisé de nombreux gouvernements et communautés; et l'innovation technologique écarte de nombreux travailleurs. Dans ce monde dit mondialisé qui a vu proliférer les divisions et les lacunes, il convient aujourd'hui d'accorder une attention particulière à la mise en place d'un environnement favorable aux pays, en particulier aux pays en développement, afin qu'ils puissent apporter des contributions significatives à la réalisation des objectifs de développement durable. Étant donné que les populations du monde entier attendent des institutions mondiales telles que l'Organisation des Nations Unies qu'elles apportent des solutions, il est important de se demander si ces organisations, compte tenu de leurs ressources limitées et de la pression liée à l'accroissement de la population mondiale, sont effectivement à la hauteur de la tâche. Les poussées de protectionnisme et de nationalisme invitent également à se demander si le système économique mondial actuel est de nature à faire face à la myriade de défis auxquels le monde est confronté. Grâce à la mise en œuvre du Programme 2030, la communauté internationale doit démontrer que les réponses à ces questions sont à portée de main et que la

mondialisation peut devenir une force bénéfique pour tous.

*Discours liminaire*

3. **M. Friedman** (chroniqueur au *New York Times* et auteur), accompagnant son discours d'une présentation de diapositives numériques, dit qu'à l'ère de l'accélération, il est essentiel de s'autoriser une pause pour se réinventer et réfléchir. En prenant le temps de partager ses compétences lors d'une récente série d'échanges avec un employé de parking éthiopien de son lieu de travail, par exemple, il a pu comprendre sa propre conception de la manière dont le monde tourne. Il estime qu'une chronique dans un journal vise à provoquer une réaction chez les lecteurs, et le type de réaction produite est déterminé par les systèmes de valeurs des lecteurs et par leur compréhension de la façon dont le monde marche, ainsi que par la manière dont la chronique influe sur la population et sur la culture, et dont celles-ci influent sur elle.

4. Les trois forces les plus puissantes du monde moderne sont la mondialisation, les changements climatiques et la technologie. Compte tenu du large éventail d'avancées technologiques majeures enregistrées en 2007, il est juste de penser que cette année a été le plus grand point d'inflexion technologique depuis l'invention de l'imprimerie. Toutefois, l'importance de 2007 a été rapidement éclipsée par la crise économique de 2008. L'humanité n'a pas réussi à s'adapter au rythme du progrès technologique et cela a engendré des disparités et des bouleversements très importants.

5. Les principales difficultés consistent à apprendre plus rapidement et à gouverner plus intelligemment à une période où la vie est envahie par les répercussions de l'informatique en nuage et des technologies connexes. La circulation des idées à l'échelle mondiale influe sur tous les aspects de la vie quotidienne, que ce soit par l'intermédiaire des réseaux sociaux et de la messagerie instantanée, ou bien via les articles de presse et les informations, le partage et la diffusion des opinions, le commerce électronique, le financement participatif et les paiements mobiles, la retransmission en direct sur Internet et la musique en ligne, l'éducation et les outils de conception. Ces flux ont considérablement élargi la participation à l'économie mondiale et donné lieu à un monde plus interdépendant que jamais, une tendance qui se poursuivra à un rythme

soutenu. Les pays qui ont construit des infrastructures et sensibilisé la population à l'utilisation de ces accès aux informations et aux ressources seront couronnés de succès au XXI<sup>e</sup> siècle. Il est fondamental de bien comprendre que la nouvelle mondialisation, qui s'articule autour des flux, entraîne une réorientation des stocks de biens physiques vers les stocks d'informations.

6. L'accélération de la mondialisation, des changements climatiques et de la technologie est en train de redéfinir le monde. Par conséquent, il est indispensable de repenser les questions du lieu de travail, de la géopolitique, de la communauté et de la déontologie. Sur le lieu de travail, le grand défi consiste à trouver les moyens d'aider les collaborateurs à rester à flot et à survivre dans de nouveaux environnements alimentés par la technologie. Les entreprises doivent être examinées à l'aune de leurs politiques en matière de ressources humaines, de la manière dont elles encouragent leurs employés à renforcer leurs compétences en permanence, et des ressources financières et des autres mesures incitatives qu'elles mettent en place dans cette optique. Partout, les emplois sont soit requalifiés à la hausse dans le sens où ils requièrent non seulement de meilleures compétences en mathématiques et en sciences, mais aussi de la créativité et la collaboration, soit à la baisse, dans le sens où ils sont ouverts à un plus grand nombre de candidats qualifiés dans le monde entier, soit encore éliminés car considérés comme obsolètes. Dans le cadre du nouveau contrat social, qui s'impose dans tous les pays, l'on attend du travailleur qu'il soit pleinement capable d'absorber de nouvelles informations et de s'approprier de nouvelles pratiques. Les demandeurs d'emploi comme les travailleurs doivent avoir une motivation et des compétences entrepreneuriales plus élevées que jamais. En même temps, ils ont à leur disposition un éventail d'outils technologiques beaucoup plus large, susceptible de les aider à satisfaire à leurs obligations professionnelles et en matière de formation.

7. Dans le domaine de l'éducation, des parents aisés aux États-Unis peuvent se permettre de consacrer des sommes importantes à la préparation de leurs enfants pour les examens d'entrée à l'université, tandis que les parents à faibles revenus n'en ont pas les moyens. En 2014, le College Board a signé un partenariat avec la Khan Academy, établissement d'enseignement à but

non lucratif, en vue de permettre aux étudiants de passer des examens blancs et de recevoir ensuite des informations adaptées à leurs résultats respectifs. Les étudiants ont ensuite été redirigés vers un site proposant des exercices pratiques pour renforcer leurs points faibles et vers un autre site regroupant des formations accélérées destinées à améliorer leurs points forts. Un troisième site présentait les bourses d'études à la disposition des étudiants. En 2015, 1,4 million d'étudiants américains se sont inscrits à des cours de préparation dispensés par le College Board et la Khan Academy, cours qui leur avaient été proposés grâce à un algorithme intelligent.

8. Un autre programme baptisé « opportunity@work » fait également appel à des algorithmes intelligents. Cette initiative permet aux étudiants qui n'ont pas achevé leur cursus universitaire d'évaluer leurs compétences. Les étudiants bénéficient ainsi d'une reconnaissance des compétences qu'ils ont acquises et sont mis en relation avec des sociétés intéressées par leur profil. Ce programme aspire à remodeler le lieu de travail et à permettre aux personnes de vivre au-dessus du seuil d'évolution technologique. Les personnes qui estiment que les banques et les systèmes politiques existants doivent être détruits pour faire face aux défis de la mondialisation devraient prendre conscience de l'aide (humaine et numérique) que peuvent apporter ces programmes par l'intermédiaire des algorithmes intelligents.

9. Les forces de transformation sont en train de remodeler la vie politique. Le monde est actuellement confronté à trois types de changements climatiques à la fois. Le changement climatique influe sur la météo, mais on constate également un changement dans le climat de la mondialisation, qui est passée des stocks aux flux, ainsi qu'un changement au niveau des technologies, une accélération exponentielle. Pour survivre à ces changements, il faut résilience et propulsion. La résilience pour être en mesure de s'adapter et la propulsion pour avancer au rythme des innovations.

10. L'expert le plus reconnu en matière de résilience et de propulsion face aux changements climatiques n'est autre que la Nature. Comment s'y est-elle prise? En misant sur l'adaptation via la sélection naturelle; sur le pluralisme et la diversité, mis en valeur par une multitude d'espèces; sur la durabilité, puisque tous les

processus de la Nature sont circulaires; sur l'esprit d'entreprise, étant entendu que tout vide présent dans la Nature est immédiatement investi par un végétal ou un animal adaptés à ce créneau; sur la patience; sur la coévolution des espèces compatibles, qui a entraîné une forte résilience; sur le droit de la faillite, voulant que chaque échec soit éliminé et que son énergie soit utilisée pour alimenter d'autres réussites.

11. Les pays et les partis politiques qui auront le mieux copié les caractéristiques de la Nature seront ceux qui s'en sortiront le mieux à l'ère de l'accélération. C'est pourquoi les partis politiques des pays présents sont en déroute, tout comme ceux des États-Unis. Le monde doit faire en sorte que l'esprit d'entreprise le plus radical finance les filets de sécurité qu'il faudra mettre en place, car l'âge de l'accélération s'avérera trop rapide pour certaines personnes. L'esprit d'entreprise le plus radical doit co-évoluer avec des filets de sécurité. L'absence de co-évolution n'est pas viable et elle est à l'origine des difficultés rencontrées par certains partis politiques dans le processus de transformation.

12. Dans son livre « Thank you for being late » (Merci d'arriver en retard), il inclut un chapitre sur la déontologie intitulé « Is god in cyberspace? » (Dieu est-il dans le cyberspace?). Il s'agit de la question de déontologie la plus importante à l'ère de l'accélération des changements technologiques et de la mondialisation. Il s'est entretenu avec son guide spirituel, un brillant talmudiste, qui lui a répondu qu'il existait deux concepts pour le Tout-Puissant. D'un côté, un concept biblique selon lequel Dieu a frappé le mal et récompensé le bien. Toutefois, Dieu n'était certainement pas dans le cyberspace, qui voit prospérer la pornographie, la criminalité, les jeux d'argent, les tromperies, le mensonge et le trollage. Il existe donc un concept postbiblique de Dieu, où celui-ci se révèle par la manière dont se comportent les êtres humains. Si les êtres humains veulent que Dieu soit dans le cyberspace, ils doivent l'y introduire par leur comportement.

13. À l'ère de la mondialisation des flux, où toutes les informations sont numérisées et transférées via un dispositif qui nous relie tous mais où nul n'est responsable de rien, la question des valeurs devient extrêmement importante. Les humains n'ont jamais été plus divins dans leur démarche qu'aujourd'hui; ils peuvent désormais faire le bien et le mal plus

rapidement, plus efficacement et à un coût plus bas que jamais. Si les valeurs ne parviennent pas encore une fois à orienter le comportement humain, l'homme n'aura été qu'une mauvaise expérience biologique. Les valeurs sont transmises par des familles fortes et par des communautés saines. Les communautés saines constituent le dispositif de gouvernement le plus important du XXI<sup>e</sup> siècle; elles représentent le principal frein aux comportements humains et incarnent le meilleur éducateur pour les valeurs fortes. Elles se déplacent au gré des tempêtes du changement technologique et de la mondialisation, y puisent leur énergie, tout en contribuant à une stabilité dynamique. Dans chaque pays, la politique mise en œuvre résulterait donc d'une lutte entre les protectionnistes et ceux qui ont adopté ce changement appelé de leurs vœux.

14. **M. Motter** (Union interparlementaire) dit que le développement à dimension humaine constitue l'une des grandes priorités du Comité. Toutefois, l'analyse de M. Friedmann a été avancée sur l'hypothèse que les marchés et la technologie sont incontrôlables. Il peut et il doit y avoir un contrôle social du changement, via la démocratie. Les populations et les institutions sont contraintes de composer tous ces changements. Il demande par quels moyens le changement peut être maîtrisé et ramené au niveau de l'homme. Au lieu d'un changement impulsé par l'entreprise, il faut imaginer un modèle de collaboration où les personnes ont un rôle à jouer dans les entreprises et où elles peuvent prendre des décisions sociales sur la production. Les peuples doivent pouvoir contrôler leurs gouvernements. Le changement décrit par M. Friedmann a été impulsé par les entreprises et les dirigeants, ce qui est catastrophique. L'objectif final de ce changement doit être examiné. Les petites entreprises ont été éliminées, ce qui a affecté les communautés, un mécanisme qui n'est pas viable dans le monde développé. Il convient de trouver les moyens de maîtriser le changement. La technologie est encore capable d'accroître l'efficacité, mais une hausse de la production entraînerait la destruction. Il faut considérer cette situation à la lumière du progrès social, de telle sorte que la population puisse travailler moins et en profiter davantage, produire moins et avoir un impact moindre sur l'environnement.

15. **M<sup>me</sup> Flores** (Panama) dit que les médias sociaux et la technologie ont changé le lieu de travail au sein

de l'Organisation des Nations Unies. Les Pays-Bas ont créé un réseau qui aide les petites missions à participer à des réunions où elles ne sont pas présentes et à suivre plusieurs sessions à la fois via Twitter. Elle a créé un groupe WhatsApp de représentants permanents permettant de retrouver des personnes rencontrées lors de divers événements, lequel groupe a déjà été rejoint par des représentants de 138 des 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Certains membres ont rejoint WhatsApp pour participer à ce groupe qui permet de partager des informations, des rappels, des arrivées et des départs. Il se dégage une énergie très spéciale, positive ou négative, lorsque les membres prennent connaissance de quelque chose en même temps. Il convient de mettre à profit le pouvoir de la technologie pour gagner en profondeur, un critère indispensable pour prendre des décisions éclairées au sein de l'Organisation des Nations Unies.

16. **M. Ten-Pow** (Guyana) dit qu'il partage les perspectives encourageantes de M. Friedman car la mondialisation, impulsée par la technologie, constitue l'un des principaux moteurs de croissance économique dans le monde. Le Guyana est un petit pays côtier en développement qui dépend de l'exportation de quelques produits de base. Ces pays cherchent les moyens de devenir compétitifs et de partager les bienfaits de la mondialisation. Il demande des idées sur la manière dont ces pays peuvent participer de manière significative au marché mondial.

17. **M<sup>me</sup> Santos** (Canada) dit que s'il faut un esprit d'entreprise radical pour financer les filets de sécurité sociale, cela passe par l'innovation et la prise de risques. Toutefois, les gouvernements ont tendance à innover à un rythme plus lent et sont moins disposés à prendre des risques. S'il incombe aux gouvernements de veiller à ce que personne ne soit laissée pour compte, la question se pose de savoir comment les gouvernements pourraient être plus novateurs.

18. **M. Friedman** (chroniqueur au *New York Times* et auteur) dit qu'il partage les préoccupations qui ont été exprimées. En tant que déterministe technologique, il estime que ce qui peut être fait sera fait. Si la technologie est disponible, les gens l'utilisent pour le meilleur et pour le pire; c'est alors que la question de la gouvernance et des valeurs devient primordiale. Dans son livre « Thank you for being late » (Merci d'arriver en retard), il découvre que l'aspect le plus important des questions examinées renvoie aux

interactions humaines. Il raconte l'histoire de sa ville natale, St Louis Park, en banlieue de Minneapolis (État du Minnesota), qui, à l'instar de nombreuses villes similaires, accueille la main-d'œuvre internationale et diverse de l'avenir. Les valeurs humaines nécessaires à une telle intégration ne peuvent venir que de communautés fortes, des chefs religieux et des interactions humaines.

19. S'il est devenu journaliste, c'est parce qu'il aime rendre compréhensibles les idées les plus complexes. Le besoin d'interpréter un monde complexe va aller crescendo dans la mesure où les flux d'information peuvent rendre les populations vulnérables aux démagogues. Dans son livre, il célèbre le ralentissement, l'instauration d'un lien avec les communautés et la reconnaissance de tous les aspects de la vie qui ne peuvent être téléchargés sur Internet. Il n'est ni pessimiste ni optimiste, car ce sont là deux formes de fatalisme; il prône l'espoir.

20. Les pays à la recherche du meilleur moyen de participer utilement à l'économie mondiale doivent disposer des infrastructures nécessaires pour prendre part aux flux d'information mondiaux. Les populations doivent être capables d'accéder à ces flux, qui constituent un moteur de développement économique, et doivent être sensibilisés à la nécessité de poursuivre son apprentissage tout au long de la vie. Sans éducation et sans les infrastructures nécessaires, les défis sont extrêmes.

21. Partout dans le monde, les populations peuvent aspirer à obtenir les meilleurs emplois d'avenir, qui correspondent à des postes associant des compétences en sciences, en technologies, en ingénierie et en mathématiques (STIM), et une empathie humaine. Par exemple, les médecins ont accès à des volumes de données de plus en plus importants, mais ils doivent être en mesure de transmettre ces informations aux patients avec beaucoup d'empathie. Les sites de recrutement associent parfois des tests en ligne avec la possibilité d'être mis en relation avec un coach. De nouveaux métiers sont créés, notamment celui consistant à marquer les requins afin que leur emplacement puisse être communiqué par un tweet lorsqu'ils se s'approchent des plages où se baignent les êtres humains. Les marchés de l'emploi de l'avenir sont difficiles à prévoir, mais tant que les gens auront la possibilité de se connecter et de se former, ils sauront exploiter les opportunités.

22. Il n'est pas question d'oublier l'empathie lorsqu'on se focalise sur l'innovation. Les États-Unis enregistrent des innovations impressionnantes à l'échelle locale, où le secteur privé collabore avec les écoles, les philanthropes et les collectivités territoriales pour offrir aux travailleurs et aux jeunes la possibilité de s'épanouir à l'ère de l'accélération. Ces initiatives dépassent les clivages politiques. Les gens doivent travailler ensemble et résoudre les problèmes de manière créative en raison de la pénurie des ressources.

23. Les systèmes descendants régis de longue date par une main de fer vont connaître des problèmes. Une ère post-autoritaire a déjà démarré. Les sociétés véritablement pluralistes, celles qui permettent aux populations d'établir des contrats sociaux horizontaux sans avoir besoin de gouvernement vertical, auront un énorme avantage à l'ère de l'accélération, et pas seulement en termes de gouvernance et de stabilité sociale. À une époque où la rapidité prend le pas sur tout, ce pluralisme est de nature à engendrer un plus grand nombre d'idées et, via les collaborations, ces idées pourront être transformées en produits, en biens et en services. Le pluralisme constitue un atout politique et économique considérable.

#### *Table ronde*

24. **M<sup>me</sup> Falk** (spécialiste des affaires étrangères, CBS News), modératrice, dit que le Groupe examinera la question de savoir si la mondialisation est un moteur, ou bien si elle porte préjudice aux pauvres et conduit à un développement inégal. En outre, étant donné que l'inégalité est considérée comme un facteur de mécontentement de la population, le groupe examinera la question de savoir si l'inégalité des revenus est un effet secondaire de la mondialisation et s'il ne constitue pas un manquement à nos obligations envers la prochaine génération.

25. **M<sup>me</sup> Madgavkar** (associée, McKinsey Global Institute), participante, estime que le monde enregistre des changements cataclysmiques et des mutations profondes de plusieurs natures. Dans ce contexte, avec ses collègues du McKinsey Global Institute, elle a entrepris une étude portant sur la façon dont ces faits nouveaux ont influé sur le marché du travail, sur les travailleurs et sur les ménages. Ses recherches ont porté sur 25 économies avancées. Entre 1993 et 2005, à peine 2 % des ménages ont vu leurs revenus stagner ou baisser, mais cette situation a changé radicalement



entre 2005 et 2014, une période au cours de laquelle près de 70 % des ménages enregistrent des revenus inférieurs à ceux de la décennie précédente. Même si les gouvernements ont augmenté les transferts aux ménages, par l'intermédiaire de mécanismes tels que les allocations chômage et la sécurité sociale, la situation est encore plus grave pour environ 25 % des ménages. Si l'inégalité des revenus, qui se traduit notamment par une hausse des revenus pour les 5 % les plus riches, est une tendance régulière depuis le milieu des années 1970, la population a généralement estimé que son sort s'améliorerait par rapport à celui de la génération précédente. Toutefois, cette hypothèse de base a été largement remise en question dans le monde développé entre 2005 et 2014.

26. Pourquoi cet aspect est-il si important? Bien entendu, il s'agit d'une donnée significative sur le plan économique, mais il ne faut pas perdre de vue la dimension humaine. Le McKinsey Global Institute a donc mené une enquête au cours de laquelle il a demandé aux gens s'ils estimaient plus ou moins riches qu'avant. Environ 30 à 40 % des participants ont répondu qu'ils étaient plus riches; environ 25 à 30 % ont indiqué qu'ils ne savaient pas répondre; et une part considérable de 30 à 40 % des ménages ont déclaré que leur situation s'était considérablement aggravée au cours des 5 à 10 dernières années et que leur niveau de vie était inférieur à celui de leurs parents. Sur ce dernier segment, une portion équivalente à 10 à 15 % de la population totale s'est dite pessimiste quant à la possibilité de voir changer les choses et a indiqué qu'elle ne croyait pas que la situation évoluerait positivement pour eux ou pour leurs enfants. Si les facteurs économiques n'ont pas changé pour les autres personnes de ce segment, la part des pessimistes ne fait qu'augmenter.

27. Les personnes qui estimaient que leur situation ne s'améliorera pas ont émis un avis particulièrement négatif sur de nombreux aspects de la mondialisation. Ils jugent que l'immigration compromet la cohésion de leur société et que la main-d'œuvre bon marché en provenance de l'étranger entraîne des pertes d'emploi dans leurs économies. La montée du sentiment anti-mondialisation est reliée par les chercheurs aux résultats économiques et aux questions autour de l'avenir.

28. La détérioration de la situation économique des ménages à revenu moyen est décomposée en plusieurs

facteurs sous-jacents très importants. L'agrégation des effets de demande, qui résulte de la grande crise économique et de la lenteur de la reprise, empêche la croissance de la demande et de la production à l'échelle mondiale; les effets démographiques, sous la forme du vieillissement, qui réduisent la capacité des ménages à compter l'un ou plusieurs de leurs membres dans la population active; et les effets néfastes sur le marché du travail, qui font que même la part des salaires qui continue de revenir aux travailleurs est en train de s'éloigner des postes à compétences faibles et intermédiaires pour aller vers les travailleurs plus qualifiés. Ces forces structurelles à long terme, qui connaissent une accélération et qui sont essentiellement dues aux changements technologiques, conduisent à une contraction des revenus médians des ménages. La dynamique du marché du travail a changé et le peuple ne peut pas suivre le développement des compétences.

29. Que faire face à ce problème? Il n'y a pas de véritable réponse, mais il existe plusieurs questions à creuser, toutes aussi importantes pour les pays développés et les pays en développement. Pendant trop longtemps, la priorité a été donnée à la croissance du produit intérieur brut (PIB), au taux de croissance du PIB par habitant et au taux de chômage. Il faut trouver de nouveaux critères pour mieux rendre compte de ce que les gens vivent au quotidien. La croissance doit être relancée via la productivité, ce qui est extrêmement important car la redistribution d'un gâteau qui s'amenuise ne suffit plus. Les effets les plus néfastes de la mondialisation doivent être atténués pour les populations qui ont du mal à s'adapter. Il est important de travailler auprès des populations et de les aider, qu'il s'agisse des groupes défavorisés ou de ceux qui n'ont pas accès à une éducation de qualité. Il faut revoir le salaire minimum et la rémunération des employés doit être plus étroitement liée aux bénéfices des entreprises. La redistribution doit être envisagée selon une perspective beaucoup plus progressive et cibler les revenus qui stagnent ou qui baissent. Un esprit d'entreprise plus fort doit prévaloir dans la réflexion sur la fiscalité et la redistribution. Enfin, l'engagement joue un rôle décisif. La société civile, l'État, les collectivités territoriales et les entreprises doivent s'unir pour faire face à tous ces défis.

30. **M. Plummer** (Directeur et professeur d'économie internationale, School of Advanced

International Studies, Johns Hopkins University), participant, dit que la mondialisation est associée à une hausse des inégalités. L'intégration commerciale aurait pu contribuer à une réduction des inégalités dans les pays en développement, qui présentent un avantage comparatif en termes de coût de la main-d'œuvre, mais dans un modèle plus sophistiqué, les changements technologiques induisent une hausse des compétences attendues, ce qui accroît le risque de voir augmenter les inégalités. Quand les chaînes de valeur mondiales sont prises en compte, l'effet de l'intégration du commerce est moins marqué. L'Accord de partenariat transpacifique favorise le travail qualifié et réduit le prix des biens importés pour les plus pauvres.

31. Bien que le commerce soit associé à des tendances négatives au niveau mondial, il ne semble pas souhaitable d'infléchir le rythme des changements technologiques. Au lieu de cela, il convient de mieux gérer les effets de la technologie par l'intermédiaire de politiques publiques axées sur des idées novatrices. L'intensification de la mondialisation réclame l'adoption de politiques publiques novatrices dans les pays développés et les pays en développement. Le changement structurel revêt une grande importance dans une économie mondiale en expansion rapide, mais si la croissance marque le pas (sachant que les cycles économiques sont une réalité du capitalisme), la pauvreté peut augmenter.

32. La perception publique du commerce ne correspond pas à la réalité. Aux États-Unis, les projecteurs sont braqués sur l'Accord de partenariat transpacifique, mais l'opposition à l'Accord est anecdotique et elle n'est pas soutenue par des données factuelles. En outre, le débat a été conduit depuis la seule perspective des États-Unis, et non d'un point de vue mondial. En réalité, l'accord devrait favoriser le travail qualifié et réduire le prix des biens importés pour les plus pauvres, ce qui bénéficierait notamment aux pays en développement. Des mesures doivent être mises en place pour aider les personnes déclassées par les changements structurels, mais il convient de recentrer le débat. Le statu quo aurait pour effet de bloquer les progrès dans d'autres régions.

33. Dans le même temps, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, qui devait être bouclé très rapidement car il ne concernait que des pays développés, a été mis en pause en raison de sa dimension très sensible sur le plan politique. Les

institutions mondiales ont besoin d'évoluer avec le XXI<sup>e</sup> siècle. Le dernier accord sur le commerce mondial réussi remonte à 1995. L'économie mondiale a changé mais il n'existe toujours pas de règles planétaires. Certains accords méga-régionaux peuvent commencer à combler ce vide en instituant des règles dans l'intérêt non seulement des États membres mais de tous les pays.

34. **M<sup>me</sup> Williams** (Administrateur de programme (hors classe), Global Governance for Development programme, Centre Sud), participante, dit que l'année 2017 sera d'autant plus intéressante qu'elle enregistrera la poursuite de la mise en œuvre du Programme 2030 et l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La question est de savoir comment façonner l'avenir dans un monde en accélération et dans un contexte de fortes disparités. À l'ère du capitalisme autoritaire, les gouvernements doivent se montrer plus fermes dans l'application de la discipline budgétaire.

35. La mondialisation a perdu de son élan depuis 2008 et la tendance est à la stagnation et à un ralentissement persistant des économies des pays développés et des pays en développement. On craint une absence de leadership mondial dans la gestion de ces problèmes. On s'inquiète d'une hypermondialisation ou d'une mondialisation débridée. La mondialisation a entraîné une grande injustice ainsi que l'abandon d'une démocratie à dimension humaine au profit de bénéfices unilatéraux pour les 1 % les plus riches et pour les capitaux financiers internationaux. Les gouvernements et les populations doivent redresser la barre. Le multilatéralisme a été une victime de ce désarroi et des questionnements autour de la mondialisation, mais il a été bénéfique pour les pays en développement, d'où le succès de l'Accord de Paris. La mondialisation a été présentée jusqu'à présent comme étant inexorable, mais elle est défectueuse et elle a porté préjudice aux conditions de vie, comme en témoigne la crise des migrants. Elle a été favorable aux intérêts financiers et aux professionnels qualifiés, mais pas aux ménages à revenus moyens et faibles. Ces griefs sous-jacents sont réels et il convient d'y remédier. Les bienfaits de la mondialisation ont été survendus.

36. L'accent doit être mis sur la prise de décisions au niveau local, sur les politiques publiques axées sur la



création d'emplois, et sur la création d'espaces politiques permettant aux gouvernements de mettre en place un environnement propice à la croissance. Toutefois, cela n'est pas encore une réalité pour la plupart des habitants des pays en développement, notamment la majorité des personnes impliquées dans l'agriculture de subsistance. Pour ne pas faire de laissés pour compte, il ne suffit pas d'affiner la mondialisation. La démondialisation est déjà une réalité. Alors que les taux de croissance diminuent, seuls les flux de capitaux à court terme progressent mais la production est en baisse. Dans les pays en développement, l'inadéquation des règles du commerce et de l'investissement a entraîné des modifications destinées à accroître le contrôle direct des crises financières spéculatives transfrontalières. Les pays en développement ont besoin d'une marge de manœuvre décisionnelle pour être en mesure d'assurer la formation nécessaire en vue de mettre en place une infrastructure capable de tirer parti des nouvelles technologies et de l'innovation.

37. La marge de manœuvre décisionnelle mérite autant d'attention que l'accès aux marchés, faute de quoi la nécessaire réorganisation institutionnelle et la reformulation des règles multilatérales et internationales ne peuvent avoir lieu. Il convient de promouvoir la diversification économique afin de stimuler l'investissement dans les infrastructures publiques via l'apprentissage entre pairs, l'accès aux technologies numériques, etc. Toutefois, il demeure une fracture numérique causée par les coupures de courant et les problèmes de débit. La réforme des institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale doit être accélérée, notamment pour que les pays en développement jouent un rôle plus important au sein de ces institutions. Les pays à revenus élevés de l'Organisation de coopération et de développement économiques conservent une position dominante en matière de prise de décision pour des questions essentielles pour les pays en développement.

38. La mise en œuvre du Programme 2030 nécessite bien plus que quelques ajustements. Le changement des conditions de vie, la création d'emplois et la mise en place d'une protection sociale adéquate requièrent d'importantes réformes et restructurations. Pour pouvoir être productifs, les gens ont besoin d'un environnement physique où l'électricité, les

communications et les autres infrastructures sont disponibles. Dans de nombreux pays, y compris dans son propre pays, la Jamaïque, le joug de la dette ne laisse que très peu de marge de manœuvre décisionnelle pour effectuer les investissements nécessaires. Il y a donc un fossé entre les pays entravés par des politiques budgétaires et les pays développés qui ont prélevé des capitaux aux pays en développement, dont les entités financières devaient être en mesure de soutenir le financement du Programme 2030, sans quoi le fossé persisterait.

39. **M. Friedman** (chroniqueur au *New York Times* et auteur) dit que les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire ont besoin d'infrastructures pour se connecter aux flux mondiaux et éduquer leur peuple. Sans cela, ils n'ont aucune chance. Le dénominateur commun est qu'il y a eu une période de changements technologiques radicaux et de changements climatiques. Une innovation sociale radicale s'impose, car les technologies sociales sont à la traîne des technologies physiques.

40. **M. Plummer** (Directeur et professeur d'économie internationale, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University), participant, dit que les politiques fiscales ne doivent pas tuer la poule aux œufs d'or. Il est indispensable de trouver un moyen efficace de redistribuer les revenus sans fausser les marchés. Il est important d'adopter une approche progressive pour la redistribution, mais un « bricolage » avec les institutions peut être contre-productif. Une étude a montré que, en Inde, la libéralisation du commerce a accru la pauvreté alors qu'en Asie de l'est, selon le Groupe de la Banque mondiale, le commerce a sorti 965 millions de personnes de la pauvreté. En Inde, l'augmentation de la pauvreté n'était pas forcément la conséquence de la libéralisation du commerce; elle pourrait être le résultat de la rigidité du marché du travail et de l'ossification des structures sociales, qui n'étaient pas en mesure de soutenir la concurrence au XXI<sup>e</sup> siècle. Il faut favoriser la redistribution, mais il convient aussi de promouvoir une croissance ascendante.

41. **M<sup>me</sup> Madgavkar** (associée, McKinsey Global Institute) dit que les inégalités doivent être examinées à tous les niveaux. L'égalité des chances dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'inclusion financière et de l'accès aux technologies numériques s'avère très importante. Il est

probablement impossible de parvenir à l'égalité des résultats, mais l'égalité des chances et la liberté de choix sont essentielles. Certains aspects de la mondialisation ont permis aux pays en développement d'adopter les technologies et de promouvoir l'innovation nationale.

42. **M<sup>me</sup> Williams** (Administrateur de programme (hors classe), Global Governance for Development Programme, Centre Sud) dit que les inégalités offrent des dimensions multiples, notamment entre les personnes handicapées et les personnes valides, ou encore entre des personnes de différents âges, sexes, etc. La mondialisation offre de nombreuses solutions pour réduire les inégalités entre les pays et en leur sein. Dans les pays en développement, les problèmes systémiques tels que les flux de capitaux illicites doivent être traités en raison de leur impact sur les budgets publics. Il faut mobiliser des ressources pour lutter contre l'optimisation et la fraude fiscales par les élites.

43. Dans de nombreux pays en développement, loin de dépendre des perceptions individuelles, les inégalités constituent une question de vie ou de mort. Elles conditionnent la capacité de résistance et de réaction aux catastrophes, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes, qui, dans les pays développés, touchent principalement les biens. Des solutions ont été proposées sous la forme de financements de conférences pour le développement, mais en règle générale, il manque des innovations politiques dans les pays développés susceptibles de déborder sur les pays en développement.

44. **M. Motter** (Union interparlementaire) dit que les échanges négociés ont enrichi les pays développés. La concurrence a toujours été fondée sur l'innovation et la qualité, et non pas sur la seule compétitivité des prix. Il est donc inapproprié de parler de libre-échange. Le commerce de marchandises cache donc des accords d'investissement qui portent tous sur la mobilité des capitaux mais qui ne font pas partie de la théorie originale du libre-échange et de l'avantage comparatif. Les pays riches en capitaux se sont focalisés sur les biens riches en capitaux et les pays riches en main-d'œuvre, sur les biens à forte intensité de travail, ce qui a permis à tous les pays d'accroître la valeur ajoutée de leur production. L'avantage comparatif n'est pas statique.

45. **M. Sinha** (Inde) dit que M. Plummer serait certainement en mesure d'en dire davantage sur le cas particulier de l'Inde. Les objectifs de développement durable et le Programme 2030 devaient constituer une réponse aux réactions violentes contre la mondialisation et il convient de trouver des ressources pour les réaliser et les mettre en œuvre.

46. **M. Shava** (Zimbabwe), Vice-Président, dit que tous les éléments sont réunis pour trouver la volonté collective de faire de ce monde un monde meilleur. Les accords mondiaux historiques de 2015 constituent une base solide et les organismes des Nations Unies, ainsi que leurs organes intergouvernementaux, représentent des mécanismes robustes aux niveaux mondial et régional. Il convient maintenant de trouver la volonté politique pour faire avancer les choses, en collaboration avec les partenaires du secteur privé et de la société civile, ainsi qu'avec d'autres acteurs non gouvernementaux.

*La séance est levée à 12 h 50.*